

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 1054

[S - C - 97/29122]

**23 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant les modalités de subventionnement pour 1996 des centres d'accueil et pouponnières**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;
Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;
Vu le décret du 21 décembre 1995 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1996, notamment l'allocation de base 41.01.12 de la division organique 25;
Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 23 décembre 1996;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois du 8 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989 et 4 août 1996;
Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de liquider sans délai pour 1996 les subventions aux centres d'accueil et pouponnières;
Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant la politique de l'enfance et la promotion de la santé dans ses attributions et vu la délibération du Gouvernement en date du 20 janvier 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'O.N.E. intervient à concurrence des taux déterminés ci-après, par jour et par enfant, dans les frais d'hébergement des centres d'accueil pour enfants, agréés par lui :

- 1 823 FB pour les enfants de zéro à deux ans (jour anniversaire)
- 1 701 FB pour les enfants de plus de deux ans à sept ans (jour anniversaire)
- 1 242 FB pour les enfants de plus de sept ans à douze ans (jour anniversaire), pour autant qu'ils accompagnent un frère et/ou une soeur de moins de sept ans.

Ces taux ne sont toutefois accordés que dans la mesure où aucune autre subvention n'est versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

Art. 2. Le taux d'intervention de l'O.N.E. dans les frais d'hébergement d'enfants dans les pouponnières est fixé, par jour et par bénéficiaire à :

- 1 823 FB pour les enfants de zéro à deux ans (jour anniversaire)
- 1 701 FB pour les enfants de plus de deux ans à sept ans (jour anniversaire).

Ces taux ne sont toutefois accordés que dans la mesure où aucune autre subvention n'est versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

Art. 3. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public effectue un placement dans un centre d'accueil ou dans une pouponnière, il intervient à concurrence des taux journaliers fixés aux articles 1^{er} et 2.

En outre, il couvre la participation financière des parents fixée forfaitairement à 435 F par jour et par enfant.

Art. 4. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public est dans l'impossibilité d'acquitter les taux visés aux articles 1^{er} et 2, l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut, dans la limite de ses crédits, supporter la différence entre l'intervention de cet organisme et lesdits taux, excepté pour les placements effectués à l'initiative de l'Administration de l'Aide à la Jeunesse.

Art. 5. L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut octroyer des avances sur subsides aux pouvoirs organisateurs de centres d'accueil et pouponnières selon des modalités fixées par lui.

Art. 6. Les interventions prévues aux articles précédents ne sont allouées que dans les limites des crédits prévus à cette fin au budget de l'O.N.E.

Art. 7. Les centres d'accueil pour enfants visés à l'article 1^{er} ainsi que les pouponnières visées à l'article 2 sont tenus de réclamer aux parents ou aux personnes qui ont légalement la charge des enfants, une participation financière par jour de placement calculée selon la grille fixée à l'annexe 1.

Art. 8. Le mode de calcul de la participation financière visée à l'article 7 figure en annexe 2 du présent arrêté.

Art. 9. Les modèles de documents devant être introduits par les parents ou les personnes ayant légalement la charge des enfants figurent aux annexes 3 et 4.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1996, sauf l'article 7 qui entrera en vigueur à la date de parution du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre ayant la politique de l'enfance et la promotion de la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 janvier 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
La Ministre-Présidente chargée de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Annexe 1

Revenus mensuels nets cumulés du ménage	Participation financière par jour et par enfant		Revenus mensuels nets cumulés du ménage	Participation financière par jour et par enfant	
	100 %	70 %		100 %	70 %
- 20 999	61	61			
21 000 - 21 999	116	82	51 000 - 51 999	361	253
22 000 - 22 999	137	96	52 000 - 52 999	368	259
23 000 - 23 999	157	110	53 000 - 53 999	375	262
24 000 - 24 999	172	120	54 000 - 54 999	382	268
25 000 - 25 999	177	125	55 000 - 55 999	389	272
26 000 - 26 999	187	131	56 000 - 56 999	397	277
27 000 - 27 999	193	135	57 000 - 57 999	403	283
28 000 - 28 999	200	140	58 000 - 58 999	411	288
29 000 - 29 999	204	145	59 000 - 59 999	417	292
30 000 - 30 999	214	150	60 000 - 60 999	424	297
31 000 - 31 999	220	154	61 000 - 61 999	431	302
32 000 - 32 999	229	160	62 000 - 62 999	439	307
33 000 - 33 999	235	164	63 000 - 63 999	444	311
34 000 - 34 999	243	169	64 000 - 64 999	453	317
35 000 - 35 999	249	174	65 000 - 65 999	459	321
36 000 - 36 999	256	180	66 000 - 66 999	467	326
37 000 - 37 999	263	184	67 000 - 67 999	473	331
38 000 - 38 999	270	190	68 000 - 68 999	480	337
39 000 - 39 999	276	194	69 000 - 69 999	488	341
40 000 - 40 999	285	199	70 000 - 70 999	495	347
41 000 - 41 999	291	204	71 000 - 71 999	501	351
42 000 - 42 999	299	209	72 000 - 72 999	509	356
43 000 - 43 999	305	213	73 000 - 73 999	515	361
44 000 - 44 999	312	218	74 000 - 74 999	523	366
45 000 - 45 999	319	223	75 000 - 75 999	529	370
46 000 - 46 999	326	228	76 000 - 76 999	537	375
47 000 - 47 999	333	233	77 000 - 77 999	544	380
48 000 - 48 999	341	239	78 000 - 78 999	552	387
49 000 - 49 999	347	243	79 000 - 79 999	559	391
50 000 - 50 999	355	248	80 000 et plus	566	397

Le montant de la participation financière ne peut en aucun cas être inférieur à 61 F (minimum absolu) par jour. Le montant de la participation financière est fixé à 566 F par jour pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement, pour 1996, des centres d'accueil et pouponnières.

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

Annexe 2

1. Le calcul de la participation financière des parents pour un placement d'enfant dans les centres d'accueil et pouponnières est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage.

Lorsque l'un des membres du ménage est inscrit sous le régime ouvrier, employé, services publics et assimilés, et l'autre soumis à un autre régime, le revenu mensuel net du ménage est égal à l'addition des revenus mensuels nets des membres du ménage calculés chacun suivant le régime qui lui est applicable.

a) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la participation financière sont ceux du mois précédant l'entrée dans le milieu d'accueil de crise.

Il y a lieu pour les membres du ménage inscrits sous les régimes ouvrier, employé, services publics assimilés de faire remplir par leur employeur le document figurant à l'annexe 4.

Les membres du ménage soumis à un autre régime peuvent produire le plus récent avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques, accompagné d'une déclaration sur l'honneur.

b) Par "revenus à justifier", il faut entendre toutes les ressources financières du ménage et notamment :

- revenus professionnels;
- prestations sociales (maladie-invalidité-pensions- allocations d'accidents de travail et de maladies professionnelles-allocations de chômage-allocations aux handicapés);
- allocations de milice;
- bourse d'études;
- revenus garantis, minimum de moyens d'existence, aides financières C.P.A.S

Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.

Elles seront déduites, si elles sont versées.

Les remboursements personnels ne peuvent pas être déduits.

c) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché au milieu d'accueil de crise est déterminante pour adapter la participation financière, en cas de situation financière particulière d'une famille, pendant une période précise.

Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.

d) La déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé, prévue à l'annexe 3, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année en cours.

2. a) Lorsque deux enfants d'une même famille sont placés simultanément dans des milieux d'accueil de crise agréés et subventionnés par l'O.N.E., la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la redevance normalement due.

Des absences motivées de l'un des enfants ne font pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.

Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés au même milieu d'accueil de crise.

b) La même réduction à 70 % est accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants faisant partie du ménage.

L'enfant handicapé pour lequel des allocations familiales majorées sont perçues compte pour deux unités dans le calcul du nombre d'enfants faisant partie du ménage.

c) Pour les réductions prévues aux points a et b, la participation financière des parents ne peut toutefois être inférieure au minimum absolu.

3. Une provision peut être perçue lors de l'inscription de l'enfant.

En aucun cas, cette provision ne peut excéder l'équivalent d'un mois de garde.

Les montants afférents à cette provision sont restitués lors de la sortie de l'enfant après déduction des sommes restant dues au milieu d'accueil de crise par les parents.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement, pour 1996, des centres d'accueil et pouponnières.

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

Annexe 3

DECLARATION DES REVENUS DU MENAGE OU DU PARENT ISOLE

Personne assumant la charge financière de l'enfant signant la présente déclaration :	Dénomination et adresse du centre d'accueil ou de la pouponnière :
Nom et prénom :
Adresse :
.....
Relation parentale :
Enfant inscrit :	
Nom et prénom :	
Adresse :	
.....	
Date de naissance :	
Composition de la famille :	
.....	
Nombre d'enfants de la famille placés en milieux d'accueil subventionnés et soumis au même barème de redevance :	Réservé au Centre d'Accueil ou à la pouponnière
.....	
Date d'inscription :	

Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants ou d'une déclaration sur l'honneur établie de commun accord avec le travailleur social de l'établissement :

MODELE A

Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté fixant pour l'année 1996 le barème de la participation financière des parents dans les frais de séjours des enfants hébergés dans les centres d'accueil et pouponnières agréés et subventionnés par l'O.N.E.

Je ne produis aucune preuve de revenus et m'engage à payer le montant de la participation financière maximale mentionnée dans cet arrêté.

Date :
Signature :

MODELE B

Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels nets de mon ménage se décomposent comme suit :

1° F mois de

2° F mois de

..... F

J'appuie cette déclaration des attestations remplies par les employeurs.

Date :
Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement, pour 1996, des centres d'accueil et pouponnières.

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

Annexe 4

ATTESTATION A REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR ET DESTINEE A

..... (désignation du milieu d'accueil)

Je soussigné(e)

agissant au nom de (dénomination et adresse de l'employeur)

.....

.....

certifie que M/Mme

domicilié(e)

est à mon service en qualité de

Sa rémunération mensuelle brute, hors allocations familiales et déduction faite de la cotisation de solidarité, mais y compris :

- l'allocation foyer-résidence

- les autres avantages soumis à déclaration à l'O.N.S.S. pour le mois de..... s'élève à

: F

A déduire :

- Cotisation O.N.S.S.

: F

Caisse veuves et orphelins

: F

Caisse de répartition des Pensions Communales

: F

Précompte professionnel

: F

REMUNERATION NETTE

: F

- Autres avantages mensuels non soumis à l'O.N.S.S., à préciser :

Allocations de pause carrière

: F

Autres

: F

.....

Temps de service presté:

Fait à

Cachet de l'employeur,

signature.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de subventionnement, pour 1996, des centres d'accueil et pouponnières.

La Ministre-Présidente,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 1054

[S - C - 97/29122]

23 JANUARI 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1996 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het decreet van 21 december 1995 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1996, inzonderheid op de basisallocatie 41.01.12 van de organisatie-afdeling 25;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 december 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de toelagen voor 1996 zonder verwijl uit te keren aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het kinderbeleid en de gezondheidspromotie behoren, en gelet op de beraadslaging van de Regering op 20 januari 1997,

Besluit :

Artikel 1. De "O.N.E." komt, ten belope van de hierna bepaalde bedragen, per dag en per kind, tegemoet in de huisvestingskosten van de door hem erkende kinderopvangcentra :

- 1 823 F voor de kinderen tussen nul en twee jaar (verjaardag)
- 1 701 F voor de kinderen van meer dan twee jaar tot zeven jaar (verjaardag)
- 1 242 F voor de kinderen van meer dan zeven jaar tot twaalf jaar (verjaardag), voor zover ze een broer en/of een zus die minder dan zeven jaar oud is/zijn, vergezellen.

Deze bedragen worden evenwel alleen maar verleend voor zover geen andere toelage aan de instelling voor eenzelfde begunstigde door een overheidsbestuur of een openbare instelling wordt gestort.

Art. 2. Het bedrag van de tegemoetkoming van de "O.N.E." » in de kosten voor de huisvesting van kinderen in de kinderdag- en nachtverblijven, wordt per dag en per begunstigde vastgesteld op :

- 1 823 F voor de kinderen tussen 0 en twee jaar (verjaardag)
- 1 701 F voor de kinderen van meer dan twee jaar tot zeven jaar (verjaardag).

Deze bedragen worden evenwel alleen maar verleend voor zover geen andere toelage aan de instelling voor eenzelfde begunstigde door een overheidsbestuur of een openbare instelling wordt gestort.

Art. 3. Wanneer een overheidsbestuur of een openbare instelling een plaatsing in een opvangcentrum of een kinderdag- en nachtverblijf verricht, komt het (ze) tegemoet ten belope van de dagelijkse bedragen vastgesteld in de artikelen 1 en 2.

Bovendien dekt het (ze) de financiële bijdrage van de ouders, forfaitair vastgesteld op 435 F per dag en per kind.

Art. 4. Wanneer een overheidsbestuur of een openbare instelling in de onmogelijkheid verkeert de in de artikelen 1 en 2 bedoelde bedragen uit te betalen, kan de "Office de la Naissance et de l'Enfance", binnen de perken van zijn kredieten, het verschil dragen tussen de tegemoetkoming van die instelling en de voornoemde bedragen, behalve voor de plaatsingen die op initiatief van het Bestuur voor Hulpverlening aan de Jeugd worden verricht.

Art. 5. De "Office de la Naissance et de l'Enfance" kan aan de inrichtende machten van opvangcentra en kinderdag- en nachtverblijven, voorschotten op toelagen toekennen volgens nadere regels die deze instelling bepaalt.

Art. 6. De in de vorige artikelen bedoelde tegemoetkomingen worden slechts toegekend binnen de perken van de hiertoe op de begroting van de "O.N.E." » uitgetrokken kredieten.

Art. 7. De in artikel 1 bedoelde kinderopvangcentra alsook de in artikel 2 bedoelde kinderdag- en nachtverblijven zijn ertoe gehouden van de ouders of van de personen die de kinderen wettelijk ten laste hebben, een financiële bijdrage voor elke plaatsingsdag te eisen die volgens de in bijlage 1 bepaalde tabel wordt berekend.

Art. 8. De wijze waarop de bij artikel 7 bedoelde financiële bijdrage wordt berekend, wordt in bijlage 2 van dit besluit opgenomen.

Art. 9. De modellen van de documenten die de ouders of de personen die de kinderen wettelijk ten laste hebben, moeten indienen, worden in de bijlagen 3 en 4 opgenomen.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996, met uitzondering van artikel 7, dat in werking treedt de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid het kinderbeleid en de gezondheidspromotie behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 januari 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Kinderbeleid en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 1

Gecumuleerde netto maandelijks inkomsten van het gezin	Financiële bijdrage per dag en per kind		Gecumuleerde netto maandelijks inkomsten van het gezin	Financiële bijdrage per dag en per kind	
	100 %	70 %		100 %	70 %
- 20 999	61	61			
21 000 - 21 999	116	82	51 000 - 51 999	361	253
22 000 - 22 999	137	96	52 000 - 52 999	368	259
23 000 - 23 999	157	110	53 000 - 53 999	375	262
24 000 - 24 999	172	120	54 000 - 54 999	382	268
25 000 - 25 999	177	125	55 000 - 55 999	389	272
26 000 - 26 999	187	131	56 000 - 56 999	397	277
27 000 - 27 999	193	135	57 000 - 57 999	403	283
28 000 - 28 999	200	140	58 000 - 58 999	411	288
29 000 - 29 999	204	145	59 000 - 59 999	417	292
30 000 - 30 999	214	150	60 000 - 60 999	424	297
31 000 - 31 999	220	154	61 000 - 61 999	431	302
32 000 - 32 999	229	160	62 000 - 62 999	439	307
33 000 - 33 999	235	164	63 000 - 63 999	444	311
34 000 - 34 999	243	169	64 000 - 64 999	453	317
35 000 - 35 999	249	174	65 000 - 65 999	459	321
36 000 - 36 999	256	180	66 000 - 66 999	467	326
37 000 - 37 999	263	184	67 000 - 67 999	473	331
38 000 - 38 999	270	190	68 000 - 68 999	480	337
39 000 - 39 999	276	194	69 000 - 69 999	488	341
40 000 - 40 999	285	199	70 000 - 70 999	495	347
41 000 - 41 999	291	204	71 000 - 71 999	501	351
42 000 - 42 999	299	209	72 000 - 72 999	509	356
43 000 - 43 999	305	213	73 000 - 73 999	515	361
44 000 - 44 999	312	218	74 000 - 74 999	523	366
45 000 - 45 999	319	223	75 000 - 75 999	529	370
46 000 - 46 999	326	228	76 000 - 76 999	537	375
47 000 - 47 999	333	233	77 000 - 77 999	544	380
48 000 - 48 999	341	239	78 000 - 78 999	552	387
49 000 - 49 999	347	243	79 000 - 79 999	559	391
50 000 - 50 999	355	248	80 000 en meer	566	397

Het bedrag van de financiële bijdrage mag in geen geval lager zijn dan 61 F per dag (absoluut minimum).

Het bedrag van de financiële bijdrage wordt op 566 F per dag vastgesteld voor de ouders die het bewijs van hun inkomsten niet leveren.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1996 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven.

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 2

1. De berekening van de financiële bijdrage van de ouders voor de plaatsing van kinderen in opvangcentra en kinderdag- en nachtverblijven, geschiedt op grond van de gecumuleerde netto maandelijkse inkomsten van het gezin.

Wanneer een van de gezinsleden onder het stelsel van arbeider, bediende, overheidsdiensten en daarmee gelijkgestelde staat, en de andere onder een ander stelsel staat, is het netto maandelijks inkomen van het gezin gelijk aan de optelling van de netto maandelijkse inkomens van de gezinsleden, elk berekend volgens het stelsel dat op hem toepasselijk is.

a) De gecumuleerde netto maandelijkse inkomens van het gezin die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de financiële bijdrage, zijn die van de maand die voorafgaat aan de aankomst in de crisisopvangplaats.

De gezinsleden die onder de stelsels van arbeider, bediende, overheidsdiensten en daarmee gelijkgestelde ingeschreven zijn, moeten door hun werkgever het document vermeld in bijlage 4 doen invullen.

De gezinsleden die onder een ander stelsel staan, kunnen het recentste aanslagbiljet betreffende de personenbelasting overleggen, gestaafd door een verklaring op erewoord.

b) Onder "te bewijzen inkomsten" dient te worden verstaan : alle financiële inkomsten van het gezin, inzonderheid :

- beroepsinkomsten;
- sociale prestaties (ziekte-invaliditeit-pensioenen-toelagen voor arbeidsongevallen en beroepsziekten-werkloosheidsuitkeringen - toelagen voor gehandicapten);
- militietoelagen;
- studiebeurs;
- gewaarborgde inkomens- bestaansminimum- financiële steun O.C.M.W.

De onderhoudsuitkeringen worden toegevoegd aan de referentie-inkomsten, indien ze worden ontvangen.

Ze worden afgetrokken, indien ze worden gestort.

De persoonlijke terugbetalingen mogen niet worden afgetrokken.

c) Het sociaal onderzoek door de maatschappelijk werker aangewezen voor de crisisopvangplaats, bepaalt de aanpassing van de financiële bijdrage, in het geval van de bijzondere financiële toestand van een gezin, tijdens een bepaalde periode.

Elke afwijking van deze schaal moet echter schriftelijk worden verantwoord.

d) De in bijlage 3 bepaalde aangifte van de gezinsinkomsten of van de alleenstaande ouder, gestaafd door het bewijs van de inkomsten, moet worden bewaard tot het einde van het lopende jaar.

2. a) Wanneer twee kinderen van een zelfde gezin gelijktijdig in door de "O.N.E." erkende en betoelaagde crisisopvangplaatsen worden geplaatst, wordt de voor elk kind verschuldigde financiële bijdrage herleid tot 70 % van het normaal verschuldigd bedrag.

De ouders verliezen het voordeel van deze maatregel niet indien een van de kinderen met verantwoorde reden afwezig is.

De maatschappelijk werker controleert of de plaatsingen gelijktijdig verlopen, wanneer beide kinderen niet aan dezelfde crisisopvangplaats worden toevertrouwd.

b) Dezelfde vermindering tot 70 % wordt toegekend voor elk kind dat tot een gezin met drie kinderen behoort.

Het gehandicapte kind voor wie verhoogde kinderbijslag wordt gekregen, telt voor twee eenheden in de berekening van het aantal kinderen die deel uitmaken van het gezin.

c) Voor de in de punten a en b bedoelde verminderingen, mag de financiële bijdrage van de ouders evenwel niet lager zijn dan het absoluut minimum.

3. Een provisie mag gevraagd worden bij de inschrijving van het kind.

In geen geval mag deze provisie een bedrag overschrijden dat gelijk is aan een maand opvanggeld.

De bedragen met betrekking tot deze provisie worden terugbetaald wanneer het kind de crisisopvangplaats verlaat, na aftrek van de bedragen die de ouders nog moeten betalen aan de crisisopvangplaats.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1996 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven.

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 3

AANGIFTE VAN DE INKOMSTEN VAN HET GEZIN OF VAN DE ALLEENSTAANDE OUDER

Persoon die de financiële last van het kind heeft, en die deze aangifte ondertekent :
 Naam en voornaam :
 Adres :
 Gezinsverhouding :
 Ingeschreven kind :
 Naam en voornaam :
 Adres :
 Geboortedatum :
 Samenstelling van het gezin :
 Aantal kinderen van het gezin, geplaatst in betoelaagde opvangplaatsen, en die dezelfde bijdrage moeten betalen :
 Inschrijvingsdatum :

Naam en adres van het opvangcentrum of van het kinderdag- en nachtverblijf :

 Voorbehouden voor het opvangcentrum of het kinderdag- en nachtverblijf.

Deze aangifte wordt aangevuld met een van de volgende modellen of met een verklaring op erewoord opgesteld in onderlinge overeenstemming met de maatschappelijk werker van de instelling :

MODEL A

Ik ondergetekende verklaar kennis te hebben genomen van het besluit tot vaststelling, voor het jaar 1996, van de schaal van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfskosten van de kinderen opgenomen in de door de "O.N.E. » erkende en betoelaagde opvangcentra en kinderdag- en nachtverblijven.

Ik lever geen bewijs van inkomsten en verbind me ertoe het bedrag van de in dit besluit vermelde hoogste financiële bijdrage te betalen.

Datum :
 Ondertekening :

MODEL B

Ik ondergetekende verklaar dat de netto maandelijkse inkomsten van mijn gezin onderverdeeld zijn als volgt :
 1° F maand
 2° F maand
 F

Ik staaf deze verklaring met attesten die door de werkgevers worden ingevuld.

Datum :
 Ondertekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1996 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven.

De Minister-Voorzitter,
 Mevr. L. ONKELINX

Bijlage 4

ATTEST DOOR DE WERKGEVER IN TE VULLEN EN BESTEMD VOOR

..... (naam van de opvangplaats)

.....

Ik ondergetekende.....
handeld in de naam van (naam en adres van de werkgever)

.....

.....

verklaar dat de heer/mevr.
wonend te
in mijn dienst is als

Zijn/haar maandelijkse brutobezoldiging, buiten de kinderbijslag en na aftrek van de solidariteitsbijdrage, maar met inbegrip van :

- de haard- en standplaatstoelage:

- de andere voordelen onderworpen aan de R.S.Z.-aangifte,
voor de maand bedraagt : F

Af te trekken :

- R.S.Z.-bijdrage : F
Weduwen- en wezenkas : F
Kas voor verdeling der gemeentepensioenen : F
Bijdragsvoorheffing : F

NETTOBEZOLDIGING : F

- Andere maandelijkse voordelen, niet onderworpen aan R.S.Z., nader te bepalen :

Loopbaanonderbrekingstoelage : F
Andere : F

.....

Gepresteerde diensttijd :

Opgemaakt te
Stempel van de werkgever,

handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1996 aan de opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven.

De Minister-Voorzitter,
Mevr. L. ONKELINX